

Eypte : du 26 au 28 juillet : un précipité de mobilisation et de bonapartisme

lundi 29 juillet 2013, par [A l'Encontre](#) (Date de rédaction antérieure : 28 juillet 2013).

Nous avons publié divers articles sur ce site [A l'Encontre], d'une part, en soulignant la capacité et la volonté de résistance des Frères musulmans, et, d'autre part, en mettant en relief le rôle bonapartiste de du CSFA (Conseil supérieur des forces armées), avec Al-Sissi comme ministre de la Défense et « leader » de cette institution. Les mises en garde des Socialistes Révolutionnaires et de Fatma Ramadan dont nous publions la déclaration en date du 26 juillet illustrent et expliquent le contexte et l'orientation – que nous partageons – de socialistes révolutionnaires [1]

Alexandre Bucciante et Perrine Mouterde (RFI), en date du 26 juillet à 2h56, font le constat suivant : *« Les militaires égyptiens pratiquent la politique de la carotte et du bâton avec les Frères musulmans. D'un côté, le porte-parole de l'armée indique que « l'appel du général Al-Sissi ne constitue pas une menace envers un groupe politique en particulier » et, de l'autre, l'armée laisse aux Frères musulmans jusqu'à samedi 27 juillet « pour se rallier au processus de réconciliation politique ». Les militaires ont précisé que passé ce délai ils « réagiront avec détermination à tout appel à la violence ou au terrorisme émanant de la confrérie ou de ses alliés ». L'objectif recherché par les militaires est de provoquer une scission au sein de la confrérie où un début de division semble poindre. Depuis une semaine, un groupe, qui s'est baptisé « Frères musulmans non violents », multiplie les déclarations hostiles à la direction actuelle de la confrérie. Une direction dominée par les « qothistes », partisans d'un changement de la société par la manière forte. La ligne plus traditionaliste de la confrérie est pour un changement par la prédication et l'action sociale.*

Ce vendredi 26 juillet 2013, certains Egyptiens ont pourtant choisi de ne pas aller manifester. C'est le cas d'Ahmed Maher, le cofondateur du Mouvement du 6 avril, l'un des fers de lance de la révolution de 2011. Le mouvement rejette l'appel du général Al-Sissi à manifester. Ahmed Maher n'a pas pour habitude de bouder les manifestations. Depuis la fondation du Mouvement du 6 avril en 2008, il a été de toutes les luttes pour les libertés. Mais l'appel lancé mercredi par le général Al-Sissi ne l'a pas convaincu. *« C'est leur boulot de protéger les Egyptiens, affirme-t-il. Pourquoi est-ce qu'ils nous demandent notre permission ? Mais des amis, des mouvements, des responsables politiques vont aller soutenir Sissi. »*

L'armée semble plus populaire que jamais. Ahmed Maher, lui, ne fait pas confiance aux militaires. Il n'a pas oublié les 16 mois où ils ont été au pouvoir après la chute d'Hosni Moubarak. *« Quand j'ai rencontré les militaires deux jours après la chute d'Hosni Moubarak, poursuit-il, ils m'ont dit "tu es un héros". Mais après ils ont ignoré nos revendications et ils ont essayé de protéger l'ancien régime. Ils nous ont trop menti, trop trahis. Comme les Frères musulmans après eux. »*

Autre source de préoccupation, ces appels à mener une guerre contre le terrorisme. *« Sissi n'a pas expliqué ce qu'il entend par terrorisme, dit Ahmed Maher. J'ai peur qu'après qu'il aura arrêté tous les membres des Frères musulmans, il décide que le Mouvement du 6 avril est une organisation terroriste. »*

D'autres militants ou personnalités tentent de mettre en garde l'opinion contre l'influence de l'armée et contre les discours visant à faire de tous les islamistes des terroristes. Des voix encore

difficiles à entendre. »

Les tentatives de médiation étaient vouées à l'échec. Non seulement elles ne conviennent pas à l'armée et à un secteur déterminé des Frères musulmans qui insiste sur l'instauration du « fascisme militaire ». Ce qui replace une partie importante de la Confrérie dans une position de résistance face à un pouvoir militaire, renvoyant, de ce fait à leur histoire qui est plus facile à gérer, pour chercher à se reconstruire effectivement, qu'un pouvoir gouvernemental dans le cadre d'une crise socio-économique d'ampleur. Mais les propositions de médiation viennent aussi de personnalités qui se sont brûlé déjà les ailes, comme l'ancien Premier Ministre de Morsi : Hicham Qandil. Ce dernier proposait que les prisonniers islamistes soient libérés au même titre que Morsi et qu'un référendum soit organisé sur la « légitimité de Morsi ».

Le vendredi 26 juillet, les rassemblements et des manifestations se sont déroulés à travers le pays. Au Caire la tension est encore montée d'un cran après que la « justice égyptienne » eut ordonné le placement en détention du président déchu. Motif : son évasion en 2011 avec l'aide présumée du Hamas palestinien.

Selon Alexandre Brucianti. *« Les accrochages ont commencé vers 3h30 du matin ce samedi, quand des manifestants Frères musulmans venus de la place voisine de Rabaa al Adawiya dans la banlieue de Madinet Nasr ont tenté d'occuper l'entrée Est du viaduc du 6-Octobre qui traverse Le Caire. »*

Les forces de police sont intervenues et des accrochages confus s'en sont suivis. Selon les partisans de l'ex-président Morsi, les forces de l'ordre ont fait usage de grenades lacrymogènes et de cartouches tandis que des balles auraient été tirées par des inconnus à partir de la cité universitaire d'Al-Azhar. Selon l'hôpital de campagne de la place Rabaa al-Adawiya, où les islamistes campent depuis près d'un mois, il y aurait déjà plus de morts. Un chiffre impossible à vérifier de source indépendante. Les accrochages ont eu lieu autour de la mosquée Qaed Ibrahim au centre d'Alexandrie, une mosquée autour de laquelle manifestaient les partisans de Morsi. Selon les Frères musulmans, ces derniers ont été attaqués par des policiers en civil qui leur ont tiré dessus. Le ministère de l'Intérieur affirme, par contre, que ce sont les Frères musulmans qui ont tiré de la mosquée sur des manifestants anti-Morsi. Il y a eu déjà eu sept morts, un chiffre confirmé. Une centaine de Frères musulmans sont barricadés, alors, dans la mosquée assiégée par les forces de l'ordre. »

Selon les témoignages recueillis par Daniel Vallot et Mathias Taylor (RFI), auprès de militants de la Confrérie au Caire, les forces de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogènes, mais aussi de tirs à balles réelles. Ils assurent que des tireurs étaient embusqués et qu'ils visaient les manifestants avec l'intention de tuer. *« C'est un massacre, raconte Safwat Higazy, dirigeant islamiste proche des Frères musulmans. L'armée a ouvert la voie aux policiers pour qu'ils nous attaquent et nous tuent ! »* Des snipers auraient, selon les manifestants, tiré directement au cœur de la foule. *« Le général Al-Sissi a demandé au peuple égyptien de l'autoriser à tuer l'autre partie de la population, dénonce Safwat Higazy. Les partisans de ce coup d'Etat, les politiciens et les intellectuels de ce pays, ont-ils l'intention de laisser faire ? »* Les médecins de l'hôpital de campagne des Frères musulmans affirment pour leur part avoir constaté qu'un grand nombre de victimes ont été touchées à la tête et à la poitrine.

Le samedi matin, selon le journaliste Alexandre Buccianti (RFI), *« on dénombrait une vingtaine de corps enrobés dans des draps blancs. De surcroît, une quinzaine de victimes avaient déjà été évacuées, selon les responsables de l'hôpital. »* Un médecin explique : *« Un très grand nombre de blessés ont été amenés ici, vraiment énormément. Certains sont morts tout de suite, car ils ont été visés à la tête et à la poitrine. Les gens qui leur ont tiré dessus ne l'ont pas fait pour blesser, mais pour tuer. »*

Mais, « *selon le ministère égyptien de l'Intérieur, la police n'a pas fait usage d'armes à feu. Elle n'a utilisé que des gaz lacrymogènes. Les autorités accusent par ailleurs les militants islamistes d'avoir tenté de bloquer l'une des principales routes de la capitale. Selon le ministère, les militants ont ouvert le feu sur les forces de l'ordre, les obligeant à répliquer.* »

Selon Daniel Vallot, le 27 juillet 2013, à 11h50 : « *Sur la tribune dressée à l'extérieur, à proximité de cet hôpital, les orateurs islamistes se succèdent depuis ce matin pour haranguer la foule. Tous dénoncent un massacre organisé « volontairement, disent-ils, pour briser la mobilisation des pro-Morsi ». Tous s'attendent à de nouvelles violences. Et notamment ici à Rabaa, où se trouve le gros des troupes pro Morsi, mais également de nombreux dirigeants islamistes, recherchés par les autorités égyptiennes.* »

Et, « *le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, a également déclaré envisager la dispersion « très prochainement » des deux sites occupés par les partisans du président déchu : les abords de la mosquée Rabaa al-Adawiya, à Nasr City dans la banlieue du Caire et le quartier de l'Université du Caire, dans le quartier de Gizeh.* »

Le dimanche 29 juillet 2013, le nombre de personnes tuées s'élève à 65. Il est contesté, et des représentants des Frères musulmans parlent de 80 à 100 « martyrs ». Le ministre de l'Intérieur, Mohamed Ibrahim, a affirmé qu'il fera dissoudre très prochainement les rassemblements organisés par les islamistes. « *Nous espérons que les manifestants reviendront à la raison* », a-t-il notamment déclaré « *et qu'ils vont mettre fin à ces occupations, pour éviter que le sang ne coule.* » Une opération des « forces de l'ordre » se prépare.

Devant la mosquée de Rabaa, par exemple, il y a des milliers de personnes qui campent jour et nuit et pas seulement des militants aguerris, des familles entières, des femmes, des enfants. Selon un reporter : « *Une intervention de la police et de l'armée sur place serait donc très risquée, mais visiblement les autorités de transition ont l'intention d'aller au bout et d'en finir avec ces campements qui servent de point de ralliement et de mobilisation aux pro-Morsi.* »

Certains anti-Morsi prennent leur distance avec « les violences ». Tamarod (Rébellion) est silencieux, du moins jusqu'à ce dimanche matin, 28 juillet.

La diplomatie américaine est inquiète. Elle ne désire pas que l'armée égyptienne, qui est au premier rang, le reste. Elle la soutient depuis longtemps. Mais le constat d'échec est clair. Les intentions des Etats-Unis se sont exprimées par la voix du patron du Pentagone, Chuck Hegel, qui insiste auprès de Al-Sissi sur la mise en place la plus rapide possible d'un « gouvernement intérimaire » et la « fin des violences ». L'instabilité régionale ne convient pas à l'administration Obama, John Kerry le dit explicitement.

Une simple analyse démontre que le pouvoir états-unien est désormais incapable de contrôler la situation dans cette région : suite au désastre irakien ; au manque de « solution » lui convenant en Syrie ; à l'instabilité en Jordanie, sans parler du Liban. A cela s'ajoutent les initiatives du gouvernement Netanyahu en direction de l'Iran, dont le nouveau pouvoir effectue un tournant vers « l'Occident ». Cela ne réjouit pas trop le gouvernement d'Israël qui, sans « l'ennemi iranien », doit faire face à une crise sociale interne. Les négociations en cours avec les Palestiniens ne changeront rien. D'où on ne peut conclure qu'à une nouvelle montée en force de la politique d'occupation et de colonisation.

A l'Encontre, le 28 juillet 2013)

P.-S.

* <http://alencontre.org/>

Notes

[1] Voir sur ESSF, Socialistes révolutionnaires (article 29366), [Egypte : « Pas en notre nom ! »](#) et l'appel de Fatma Ramadan (article 29367), [Egypte : « Ne laissez pas l'armée vous duper ! »](#).